

Détruire Daesh ?

par Thierry Meyssan

Alors que Washington multiplie les signaux confirmant son intention de détruire Daesh, les Britanniques et les Français, suivis par l'ensemble des Européens, envisagent de faire bande à part. Londres et Paris auraient coordonné l'attaque de Damas et d'Hama pour contraindre l'armée arabe syrienne d'aller les défendre et de la sorte pour affaiblir sa présence autour de Rakka. Les Européens espèrent organiser la fuite des jihadistes vers la frontière turque.

RÉSEAU VOLTAIRE | MEXICO (MEXIQUE) | 29 MARS 2017

ESPAÑOL TÜRKÇE DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ عربي РУССКИЙ ITALIANO ENGLISH



La réunion de la Coalition anti-Daesh à Washington, les 22-23 mars, s'est très mal passée. Si en apparence les 68 membres ont réaffirmé leur volonté de lutter contre cette organisation, ils ont en réalité étalé leurs divisions.

Le secrétaire d'État états-unien, Rex Tillerson a rappelé l'engagement du président Trump devant le Congrès de détruire Daesh et non plus de le réduire comme l'affirmait l'administration Obama. Ce faisant, il a placé sans débat les membres de la Coalition devant le fait accompli.

Premier problème : comment les Européens en général et les

Britanniques en particulier pourront-ils sauver leurs jihadistes, s'il ne s'agit plus de les déplacer, mais de les supprimer ?

Rex Tillerson, et le Premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, ont rendu compte de la bataille de Mossoul. Malgré les *satisfecit*, il est évident pour tous les experts militaires qu'elle ne sera pas terminée avant de très longs mois. Car à Mossoul, chaque famille ou presque a un de ses membres engagé dans Daesh.

Au plan militaire, la situation de Rakka est beaucoup plus simple. Les jihadistes y sont des étrangers. Il convient donc prioritairement de couper leur approvisionnement, puis de les séparer de la population syrienne.

Deuxième problème : l'armée des États-Unis doit préalablement obtenir l'autorisation du Congrès, puis de Damas, pour se déployer en territoire syrien. Les généraux James Mattis (secrétaire à la Défense) et John Dunford (chef d'état major interarmées) ont tenté de convaincre les parlementaires, mais ce n'est pas gagné. Il faudra alors négocier avec Damas et donc clarifier ce qui doit l'être.

À la question des Européens sur ce que Washington ferait de Rakka libérée, Rex Tillerson a étrangement répondu qu'il y ferait revenir la

population déplacée ou réfugiée. Les Européens en ont conclu que cette population étant massivement favorable à Damas, Washington a l'intention de restituer ce territoire à la République arabe syrienne.

Prenant la parole, le ministre des Affaires étrangères portugais, Augusto Santos Silva, a souligné que cette proposition allait à l'encontre de ce qui avait été décidé précédemment. Les Européens ont le devoir moral, a-t-il souligné, de poursuivre leur effort de protection envers les réfugiés qui ont fui la « dictature sanguinaire ». Or, même libérée, Rakka ne sera pas une zone sûre, du fait de l'armée arabe syrienne qui serait pire que Daesh.

Le choix par les Européens de confier cette intervention au Portugal n'est pas neutre. L'ancien Premier ministre portugais dont Santos Silva a été ministre, António Guterres, est l'ancien haut-commissaire pour les Réfugiés et l'actuel secrétaire-général de l'Onu. Il avait été aussi président de l'Internationale socialiste, une organisation entièrement contrôlée par Hillary Clinton et Madeleine Albright. Bref, il est aujourd'hui le paravent de Jeffrey Feltman à l'Onu et du clan belliciste.

Troisième problème : libérer Rakka de Daesh, certes, mais, selon les Européens, pas pour la restituer à Damas. D'où la surenchère française.

Immédiatement, on a vu les jihadistes de Jobar attaquer le centre de la capitale et ceux d'Hama attaquer des villages isolés. Peut-être s'agit-il pour eux d'une tentative désespérée afin d'obtenir un lot de consolation à Astana ou à Genève avant la fin de la partie. Peut-être s'agit-il d'une stratégie coordonnée par Londres avec Paris.

Dans ce cas, on devrait s'attendre à une vaste opération des puissances coloniales à Rakka. Londres et Paris pourraient attaquer la ville avant qu'elle ne soit encerclée de manière à contraindre Daesh à se déplacer et ainsi le sauver. Daesh pourrait se replier à la frontière turque, voire en Turquie même. L'organisation deviendrait alors le liquidateur des kurdes pour le compte de Recep Tayyip Erdoğan.

Thierry Meyssan

Source
[Al-Watan \(Syrie\)](#)

Source : « Détruire Daesh ? », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 29 mars 2017, www.voltairenet.org/article195783.html